

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la
Protection des Milieux**
Affaire suivie par : C.M.
n° 2025-124-MED

Marseille, le **21 JUL. 2025**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL 2025-124-MED portant mise en demeure de la
société JBY CREATION située à Rognac pour ses installations de stockage de produits
combustibles en entrepôts couverts**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;

Vu le décret pris en conseil des ministres du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret pris en conseil des ministres du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 y compris ceux relevant également de l'une

ou plusieurs des rubriques 1530,1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 13-1990 délivré le 3 juillet 1991 à la société DAHER pour l'exploitation de deux entrepôts couverts sur le territoire de la commune de Rognac ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 92-137/63-1992 A délivré le 21 octobre 1992 à la société DAHER pour l'exploitation de deux entrepôts couverts sur le territoire de la commune de Rognac ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94-79/74-1993A délivré le 21 mars 1994 à la société DAHER pour l'exploitation d'un dépôt de produits agro-pharmaceutiques sur le territoire de la commune de Rognac ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 98-180/22-1997A délivré le 22 mai 1998 à la société DAHER pour l'exploitation de trois entrepôts couverts sur le territoire de la commune de Rognac ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-71 PC délivré le 7 mai 2015 à la société JBY CREATION pour la réalisation d'une étude de dangers ;

Vu les éléments techniques de l'étude de dangers datée du 4 juillet 2016 portés à la connaissance de l'inspecteur de l'environnement ;

Vu la visite de contrôle réalisée le 25 avril 2025 par l'inspection des installations classées sur le site exploité par JBY CREATION sur la commune de Rognac ;

Considérant la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

Considérant que, lors de l'inspection susvisée en date du 25 avril 2025, il a été constaté :

- que l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le plan de défense incendie du site,
- la présence de chapiteaux de stockages non réglementaires

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mai 2015 susvisé et des articles 1.4, 9, 13, 14 et 22 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

Considérant que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment la protection de l'environnement, de la santé et de la sécurité publiques ;

Considérant qu'il convient par conséquent de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société JBY CREATION de régulariser la situation administrative de son installation et de se mettre en conformité avec la réglementation en vigueur,

Considérant qu'il convient de fixer à la société JBY CREATION des délais raisonnables lui permettant de réaliser les documents de mise en conformité nécessaires sur ses installations au regard des dispositions en vigueur;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône

ARRÊTE

Article 1

La société JBY CREATION exploitant une installation de stockage de produits combustibles en entrepôts couverts sise 277 avenue Laurent Lavoisier – ZI Rognac Nord sur la commune de Rognac est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, Annexe 2 – article 1.8.2. en fournissant :

- des justificatifs du démontage des chapiteaux ;
- des justificatifs de l'évacuation des chapiteaux en dehors du site vers une filière agréée.

Ces éléments devront être transmis sous 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.

Article 2

La société JBY CREATION est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, article Annexe 2 – Point 23 en fournissant un plan de défense incendie pour son site de Rognac.

Ces éléments devront être transmis sous 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.

Article 3 - Non respect des obligations

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles précédents du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 4 - Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 6 – Exécution

- le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône
- le sous-préfet d'Istres
- le maire de la commune de Rognac
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours
- le directeur de la direction départementale des territoires et de la mer

et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet, et par délégation
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA